



Montreuil, le 2 juin 2026

## Démissions en chaîne et organisation défaillante. La CGT tire le signal d'alarme !

### La CGT de la Polyclinique du Maine à Laval dit STOP !

Conditions de travail dégradées, mépris des salarié·e·s et hémorragie de personnel, les salarié·e·s de la Polyclinique du Maine sont en colère. La CGT tire aujourd'hui la sonnette d'alarme face à des conditions de travail qui se dégradent et face au mutisme répété de la direction envers les alertes et propositions formulées par les élu·e·s de la CGT.

La réduction du personnel notamment les week-ends dans les services d'hospitalisation fragilise à la fois les soignant·e·s et les patient·e·s, les équipes travaillent sous tension permanente, les temps de prise en charge s'allongent et les risques augmentent. Plus d'une vingtaine de démissions en 2025 et déjà une dizaine depuis le début de cette année 2026 d'où le recours onéreux à l'intérim témoignent de l'exaspération des professionnel·le·s. Les salarié·e·s qui restent subissent la double peine : perte des valeurs humaines, perte des compétences et polyvalence forcée. Malgré des tentatives d'apaisement de la part de la direction en proposant plusieurs versions de diminution des effectifs dans les services de soins, la CGT reste ferme quant au fait que la suppression de personnel dans ces services déjà sous tension quasi permanente n'est absolument pas concevable au risque de subir de nouveaux désengagements...

Les actionnaires exigent des économies mais la CGT ne peut tolérer cela autrement que sur le dos des salarié·e·s, d'autres solutions existent !

Une expertise indépendante pour projet important a pourtant mis en lumière des dysfonctionnements clairs et les conséquences annoncées, se sont avérées. Elle a également formulé des recommandations précises visant à améliorer la sécurité, l'organisation et la qualité de vie au travail. À ce jour, ces préconisations n'ont toujours pas été appliquées. Les tentatives de dialogue de la CGT avec la direction ne sont pas concluantes. Cette dernière demeurant sourde aux sollicitations et aux inquiétudes des équipes.

C'est pourquoi, la CGT exige, la mise en œuvre immédiate et vérifiable des mesures recommandées par l'expertise. L'arrêt des réductions de personnel et un plan de renforcement des effectifs dans les services d'hospitalisation, l'ouverture d'un vrai dialogue social avec des négociations transparentes et concrètes, une enquête sur les risques psycho-sociaux concernant les causes des nombreuses démissions ainsi que des garanties pour la protection des salarié·e·s qui alertent. La CGT demande des engagements chiffrés et un calendrier public de mise en œuvre.

« Nous ne pouvons plus laisser la sécurité des patient·e·s et la santé des personnels sacrifiées par l'immobilisme de la direction ».

**Fédération de la Santé et de l'Action Sociale**

Responsable Communication - Jérémie Prigent : 06 51 86 19 97 / Case 538 - 263 rue de Paris - 93515 Montreuil CEDEX